

Pleins feux sur les marchés

Novembre 2016

Marchés mondiaux

L'approche des élections américaines a accentué l'incertitude entourant les décisions des banques centrales et a pesé sur les marchés mondiaux en octobre. Cette réaction est en partie attribuable à l'incidence inconnue d'une victoire de Donald Trump, notamment sur les accords commerciaux, la croissance aux États-Unis et le relèvement possible des taux par la Réserve fédérale américaine en décembre. Les marchés boursiers mondiaux ont reculé de 1,94 % en dollars américains, mais sont restés inchangés en dollars canadiens.

Les marchés boursiers américains ont connu un repli d'environ 2 %; les actions à petite capitalisation en particulier ont été durement touchées. La période qui a précédé les élections a mis les investisseurs sur les dents, surtout quand la situation a semblé tourner à l'avantage de M. Trump. En outre, les actifs risqués n'avaient plus la cote en octobre. Toutefois, les données économiques se sont avérées encourageantes, les premières estimations du PIB pour le troisième trimestre faisant état d'une croissance annuelle de 2,9 %.

Les actions canadiennes ont progressé d'un peu moins de 1 %, malgré la baisse des prix de nombreux produits de base. Comme prévu, la Banque du Canada a revu ses perspectives de croissance à la baisse dans son Rapport sur la politique monétaire. Le dollar canadien a reculé de plus de 2 % par rapport à la monnaie américaine, les investisseurs s'étant rendu à l'évidence que la politique monétaire canadienne resterait expansionniste même s'il y a une augmentation des taux aux États-Unis.

Les marchés boursiers internationaux ont reculé d'à peu près 2 %; l'Europe s'est repliée de plus de 3 % (en dollars américains). Cette perte est en grande partie attribuable aux taux de change, car les marchés boursiers européens ont pour la plupart fait du surplace en monnaies locales. Au Royaume-Uni par exemple, la Bourse a essuyé une perte de plus de 5 % en dollars américains au mois d'octobre, mais a progressé d'environ 1 % en monnaie locale.

Les marchés émergents sont demeurés presque inchangés, même si la Chine a connu un repli avoisinant 2 % (en dollars américains). Malgré ce recul, les données publiées au cours du mois faisaient état d'une croissance économique de 6,7 % sur douze mois au troisième trimestre. Des gains identiques ont été inscrits aux deux premiers trimestres de 2016, soit des résultats supérieurs à la cible minimale de 6,5 % fixée par le gouvernement pour l'année civile en cours.

Perspectives actuelles de la répartition de l'actif *

Catégorie d'actif	Pondération
Obligations canadiennes	Surpondération
Obligations internationales	Sous-pondération
Actions canadiennes	Pondération neutre
Actions américaines	Sous-pondération
Actions internationales	Surpondération
Actions des marchés émergents	Surpondération

* Pour les portefeuilles équilibrés, au 31 octobre 2016.

Survol

Victoire de M. Trump



Luc de la Durantaye

« Potentiellement, une des conséquences les plus importantes sur les marchés financiers pourraient découler de la position de M. Trump à l'égard du Mexique et

de la Chine. L'attitude de M. Trump est clairement protectionniste et il a proposé d'instaurer des droits de douane et des taxes, particulièrement sur les produits chinois, ainsi que de renégocier les accords de libre-échange conclus avec le Mexique et le Canada. Il a également menacé d'étiqueter la Chine comme un pays manipulant les taux de change. Tout cela pourrait détériorer encore les relations commerciales avec la Chine.

De plus, sous la présidence de M. Trump, il faudra surveiller l'augmentation des dépenses budgétaires, qui pourraient stimuler la croissance et, par contrecoup, accentuer la courbe des taux. M. Trump a vivement critiqué la Réserve fédérale américaine (la « Fed ») et son non-respect des normes. S'il décidait de faire auditer la Fed et lui imposait des changements, les marchés risqueraient aussi d'être déstabilisés par l'avenir incertain de l'orientation de la politique monétaire aux États-Unis et de l'autorité qui en est responsable. »

Titres à revenu fixe

Les taux des obligations nord-américaines ont progressé au cours du mois; un ajustement du marché obligataire entraîné par la probabilité accrue d'un relèvement du taux directeur par la Réserve fédérale américaine à l'issue de sa dernière réunion de l'année en décembre. Les banques centrales de par le monde se rendent de plus en plus compte que la mise en œuvre de politiques monétaires non conventionnelles présente des désavantages. La Banque du Canada a revu ses perspectives de croissance à la baisse dans son Rapport sur la politique monétaire. Les prévisions de croissance économique pour 2016 et 2017 ont été abaissées, et le gouverneur Poloz a invité le gouvernement fédéral à augmenter ses dépenses afin de la stimuler.

Actions canadiennes

Le marché boursier canadien a atteint un nouveau sommet inégalé de 52 semaines à la mi-octobre et a clôturé le mois avec un rendement total de +0,6 %, portant le rendement cumulatif annuel de l'indice composé S&P/TSX à +16,5 %. Le gouvernement fédéral a apporté des changements aux règles hypothécaires dans le but de restreindre la spéculation immobilière et de limiter la hausse prononcée des prix des logements. Les pays membres de l'OPEP et les autres principaux producteurs sont toujours à négocier une entente visant la production pétrolière, en amont de la prochaine réunion officielle de l'OPEP prévue pour le 30 novembre. Une enquête criminelle lancée contre l'ancien président et chef de la direction et l'ancien chef des finances de Valeant a fait plonger l'action de la société à la fin du mois.

Survol

Victoire de M. Trump – Quelles sont les conséquences pour les investisseurs canadiens?



Stephen Carlin
*Directeur général et chef,
Actions*

« L'issue de projets comme la renégociation potentielle de l'Accord de libre échange nord-américain pourrait avoir des retombées négatives pour l'économie canadienne. Cependant, il faut souligner que ses critiques des accords commerciaux sont principalement reliées aux pertes d'emploi des Américains. Il est probable, selon nous, que les pourparlers avec le Mexique seront plus houleux qu'avec le Canada.

Le marché boursier canadien ne sera pas insensible à la réaction du marché américain – d'autant que nous restons de solides partenaires commerciaux. Le gouvernement canadien et la Banque du Canada prépareront des mesures qu'ils seront prêts à mettre en œuvre pour faciliter la transition dans ce climat d'incertitude. Il est à craindre que bon nombre de politiques gouvernementales intensifient la volatilité sur les marchés, tant que la poussière ne sera pas retombée. M. Trump a également fait part de son opinion à propos de la politique actuelle de la Fed — ce qui reste un facteur de risque important pour le Canada, mais que doivent aussi assimiler toutes les banques centrales et tous les marchés de la planète. »



Jeffrey Waldman
*Premier vice-président,
Titres mondiaux à revenu fixe*

« À l'issue de la campagne présidentielle probablement la plus grotesque et la plus sordide de l'histoire des États-Unis, Donald Trump entre en fonctions avec une cote de popularité qui a rarement été aussi basse pour un nouveau président.

Vu la polémique qui l'entoure, inutile d'espérer une période de grâce lorsqu'il s'installera à la Maison-Blanche en janvier, contrairement à Barack Obama en 2009.

Sur le plan économique, M. Trump tentera d'assouplir la réglementation dans le secteur de l'énergie et dans le secteur bancaire – en abrogeant la loi Dodd-Frank¹, mais en rétablissant la loi Glass-Steagall²–, de relever le salaire minimum, de réduire les impôts des entreprises et des particuliers, et de modifier les accords commerciaux en place.

Certaines de ces mesures réussiront peut-être à donner un élan à une économie qui avance à un rythme inférieur à 2 %, mais il est peu probable qu'elles provoquent l'envolée spectaculaire que suggère M. Trump. Des frictions commerciales pourraient en fait produire l'effet contraire et freiner la croissance économique. »

¹ La Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act est une loi fédérale des États-Unis qui place la réglementation du secteur financier entre les mains du gouvernement.

² La loi Glass-Steagall est une loi régissant les services bancaires aux États-Unis qui interdit les investissements aux banques commerciales.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des gestionnaires de portefeuille et non celles de Gestion d'actifs CIBC inc. Ce document entend donner des renseignements généraux et ne vise aucunement à donner des conseils financiers, de placement, fiscaux, juridiques ou comptables. Il ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat ou de vente des titres mentionnés. La situation personnelle et la conjoncture doivent être prises en compte dans une saine planification des placements. Toute personne voulant utiliser les renseignements contenus dans le présent article doit d'abord consulter son conseiller. Les renseignements fournis dans le présent document proviennent de sources jugées fiables et nous ont semblé justes au moment de les publier, mais nous ne pouvons en garantir ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Sauf indication contraire, toutes les opinions et estimations figurant dans le présent document datent du moment de sa publication et peuvent changer. Ni le matériel ni son contenu ne peuvent être reproduits sans le consentement écrit exprès de Gestion d'actifs CIBC inc. ^{MD} Gestion d'actifs CIBC et le logo CIBC sont des marques déposées de la Banque Canadienne Impériale de Commerce.